
Les femmes en politique : toujours en quête de l'égalité

par Ann Wicks et Raylene Lang-Dion

Aux États-Unis, la campagne présidentielle d'Hillary Clinton constitue une source d'espoir et pousse à réfléchir au nombre de femmes qui accèdent à des postes de direction sur la scène politique internationale. La perspective qu'une femme occupe le bureau ovale représente un tournant excitant dans l'histoire sur lequel il faut se pencher, en particulier sous l'angle de son incidence sur le discours politique actuel au Canada. Les auteures examinent ici l'évolution récente dans d'autres pays et soupèsent les chances que d'autres femmes fassent leur entrée au Parlement canadien lors de la prochaine élection générale.

Il est rare que des femmes occupent des postes de direction politique. En 2006, seulement 11 des 191 pays de la planète (ou 5,7 %) étaient dirigés par des femmes.¹ De pareilles iniquités peuvent également être observées dans les parlements nationaux. Seulement trois pays peuvent prétendre à une quasi-égalité entre les deux sexes : le Rwanda occupe la première place avec 48,8 % de députées, la Suède suit avec 47,3 %, et la Finlande se classe troisième avec 42 % de femmes élues.

La campagne d'Hillary Clinton est excitante pour de nombreuses femmes, mais elle rappelle également les obstacles auxquels les femmes se butent lorsqu'elles cherchent à se faire élire. Malgré les petites victoires remportées par les femmes en politique au cours des deux dernières décennies, la direction des partis politiques demeure essentiellement un territoire masculin. Selon les politologues Linda Trimble et Jane Arscott, « on signale constamment que les dirigeantes ne correspondent tout simplement pas à la personne recherchée », et les politiciennes sont continuellement évaluées en fonction « de leur image, de leurs vêtements, de leurs relations, et du ton de leur voix – à la lumière de tout sauf leur habileté et leur intuition politiques »².

Hillary Clinton ne fait pas exception. Récemment, un analyste de la chaîne Fox proclamait qu'elle était en train de perdre le vote masculin en raison de son ton agaçant, déclarant même : « Quand Barack Obama parle, l'homme entend : “En route vers l'avenir”, mais, quand Hillary Clinton parle, il entend plutôt : “Sors les déchets” ». Au Canada, dans un article du *Globe and Mail*, une journaliste a critiqué les « tailleurs mal ajustés » de Mme Clinton en indiquant à la candidate présidentielle « qu'elle semblait plus large que haute dans ses horribles tailleurs-pantalons droits et démodés »³.

Les politiciennes canadiennes n'échappent pas non plus à ce genre de remarques. Alors qu'elle assistait à une conférence, une ministre de l'Ontario a été présentée par un collègue ministre de la manière suivante : « Elle a de plus belles jambes, que puis-je ajouter⁴? » De plus, un article récent de l'*Ottawa Citizen* précisait qu'une députée « était éblouissante dans une robe noire au décolleté plongeant »⁵, tout en omettant de décrire la tenue ou l'apparence des autres politiciens présents.

Bien sûr, les reportages des médias traitent, à l'occasion, de l'apparence des politiciens masculins, mais on sait depuis longtemps que ce type de couverture médiatique est beaucoup plus fréquent dans le cas des politiciennes. Joanna Everitt, qui étudie les médias et les rapports entre les sexes au Canada, note qu'« on utilise moins d'images à connotation sexuelle⁶ » pour décrire les hommes qui occupent des postes de dirigeants. Étant donné que la politique est toujours un domaine à prédominance masculine, il n'y a rien d'étonnant à ce que les

Ann Wicks est directrice générale d'À voix égales : pour un plus grand nombre de femmes élues au Canada, et Raylene Lang-Dion en est la présidente nationale. Pour plus d'information sur ce groupe, veuillez visiter leur site Web à www.avoxegales.ca.

salles de presse qui couvrent ce sujet soient généralement à prédominance masculine, elles aussi. Mme Everitt explique que les reportages sur la politique ont généralement « recours à un discours masculin qui renforce l'idée que la politique est une chasse gardée des hommes et que ces derniers constituent la norme dans ce domaine [...] ce qui vient nourrir l'image que la politique, c'est l'affaire des hommes ».

Cette idée que la politique, « c'est l'affaire des hommes », est encore bien présente. Une étude menée par Jennifer Lawless et Richard Fox a révélé un important écart entre les sexes quant à la façon dont les gens se perçoivent en tant que candidats potentiels aux élections. En effet, même dans les cas où les hommes et les femmes possédaient des compétences similaires, les femmes étaient plus de deux fois plus portées que les hommes à croire qu'elles n'étaient pas qualifiées pour briguer les suffrages⁷. Christy Clark, ancienne vice-première ministre de la Colombie-Britannique, en sait quelque chose. Mme Clark, qui était responsable du recrutement des candidats, a déjà déclaré : « Demandez à une femme de se porter candidate et elle vous répondra : "Pourquoi me le demander à moi?" Demandez la même chose à un homme et il vous répondra : "Je n'arrive pas à croire que vous ayez mis tant de temps avant de me le demander."⁸ »

Lawless et Fox affirment quant à eux que les intervenants politiques sont moins susceptibles de voir les femmes comme des dirigeantes politiques⁹. Les femmes œuvrant dans les mêmes sphères professionnelles que les hommes étaient deux fois moins susceptibles que les hommes d'être encouragées à se lancer en politique par un des partis. L'inégalité entre les sexes était aussi évidente dans la quantité d'information détenue par les hommes et les femmes sur la façon de lancer une campagne et d'amasser des fonds.

Kim Campbell, première et seule femme à avoir été premier ministre du Canada, estime que la façon dont on perçoit les dirigeants peut changer lorsque des femmes occupent des postes de direction de premier plan. « Autrement dit, explique-t-elle, si les femmes n'assument jamais certaines responsabilités, nous pensons alors que cela n'est pratiquement pas naturel pour elles de le faire. Voilà pourquoi les dirigeants sont de sexe masculin dans la plupart des cultures. La seule façon de changer les choses, c'est que des gens, en particulier des dirigeants masculins éclairés, usent de leur influence pour confier à des femmes ces portefeuilles et leur offrir ces possibilités...¹⁰ »

Les définitions sociétales des postes de direction ne représentent qu'une pièce du grand casse-tête de l'inégalité entre les hommes et les femmes. Des études ont révélé que d'autres facteurs influent les possibilités politiques offertes aux femmes, dont les systèmes électoraux, les systèmes parlementaires, la culture politique, les processus d'investiture des partis, le partage des tâches domestiques et l'influence des mouvements féministes¹¹.

Alors, que pouvons-nous faire? Que font les autres pays pour élire plus de femmes? Pourquoi 47,3 % des législateurs en Suède sont-ils des femmes alors qu'au Canada, elles ne sont que 21,7 %? Comment la proportion de femmes élues au parlement d'Islande est-elle passée de 25 à 35 % en une élection?

La Suède, chef de file mondial pour l'élection de femmes

En Suède, le parlement est équilibré depuis plus d'une décennie. Des progrès dans la représentation des femmes ont commencé à se faire sentir dans les années 1970 et, en 1985, les femmes occupaient 31 % des sièges au Riksdag, le parlement suédois¹². Les possibilités politiques qui s'offrent aux Suédoises sont attribuables au système électoral, à une culture politique consensuelle, à l'implication des femmes au sein des partis politiques et au partage des tâches domestiques.

La Suède a recours à un système de représentation proportionnelle (RP) de type plurinominal pour l'élection des députés du Riksdag¹³. Les partis politiques dressent une liste de neuf candidats par circonscription et les sièges sont attribués selon la proportion des voix recueillies par les partis. Dans un tel système électoral, la position d'un candidat sur la liste du parti est importante. Une volonté politique et des engagements de la part des chefs de parti sont encore nécessaires pour que les candidates occupent des positions « gagnables » sur les listes de partis.

La politologue Lisa Young conclut que ce système augmente les chances des candidates, car « il influence le comportement des partis politiques quant aux candidats qu'ils choisissent pour les représenter dans le processus électoral »¹⁴. Avec neuf sièges vacants par circonscription, une rotation des candidats et un processus d'investiture centralisé, les partis politiques en Suède ont littéralement plus d'occasions de choisir des candidates. Le système majoritaire uninominal utilisé au Canada et aux États-Unis ne permet, lui, d'élire qu'un seul candidat par circonscription. Aux États-Unis, où 90 % des parlementaires sont réélus, les chances de moderniser la démographie du Congrès sont plus minces. C'est là l'une des nombreuses raisons invoquées pour expliquer l'inégalité entre les sexes et les races au Congrès. Les obstacles financiers auxquels les candidats se heurtent aux États-Unis sont aussi beaucoup plus grands que dans la plupart des démocraties. Avec seulement 16 % de femmes élues au Congrès et au Sénat, les États-Unis se retrouvent presque à la queue du peloton, se classant au 65^e rang mondial quant à la représentation des femmes.

En général, les pays qui ont adopté une forme de représentation proportionnelle à scrutin de liste sont ceux qui élisent le plus de femmes. Olivia Chow, députée néo-démocrate de Trinity-Spadina, a récemment déclaré ce qui suit : « Souvenez-vous que, dans le monde démocratique, il n'y a que deux ou trois pays qui utilisent le même système que

nous. Les autres ont adopté la représentation proportionnelle depuis des années [...] Et pour couronner le tout, ces pays ont une économie dynamique, comptent un plus grand nombre de femmes élues et bénéficient d'une meilleure représentation des différents courants d'opinion¹⁵. »

La culture politique et des conditions de travail favorables à la famille pourraient constituer un autre facteur qui facilite le recrutement et le maintien en poste des politiciennes suédoises. On décrit souvent la Suède comme une « démocratie consensuelle » dotée d'un système parlementaire dont la structure favorise la résolution de conflits. Cette conception se reflète dans le plan de salle du Riksdag, où les députés prennent place en demi-cercle face au fauteuil du président. Alors que le modèle parlementaire de Westminster oppose le parti au pouvoir à l'opposition, les plaçant chaque côté d'une allée d'une largeur de deux longueurs de sabre et demie, les députés du Riksdag siègent selon un plan de salle régional, les députés de la même région s'asseyant ensemble, indépendamment de leur affiliation politique. Ces différences expliquent peut-être cette culture politique consensuelle du Riksdag, où les débats sont à la fois passionnés et respectueux. L'ambassadrice de Suède au Canada, Mme Ingrid Iremark, indique d'ailleurs qu'il n'y a pas de chahut au Riksdag.

Le calendrier parlementaire du Riksdag est, en outre, conçu de façon à maintenir un équilibre entre le travail, la famille et les travaux parlementaires. Il est préparé un an à l'avance, les jours de séances étant prévus le mardi, mercredi et jeudi, et les travaux débutent en octobre pour se terminer en juin. Le parlement national de la Norvège a adopté un calendrier semblable au début des années 1990. C'est Kirsti Kolle Grondahl, première femme président de cette institution, qui a permis d'adopter ces changements au calendrier parlementaire et d'ajouter un service de garderie sur place pour faciliter la vie aux familles. Avec 37,9 % de femmes élues, la Norvège se classe au 6^e rang mondial quant à la représentation des femmes en politique.

Les femmes siégeant à l'Assemblée législative de l'Ontario souhaitent des changements similaires. « La vérité — et ce, peu importe les partis politiques —, c'est que l'Assemblée ne reconnaît pas une réalité fondamentale : les femmes donnent naissance à des enfants », a déclaré Lisa MacLeod, députée provinciale du Parti progressiste-conservateur. « Les femmes sont souvent les principales dispensatrices de soins et si nous voulons qu'il y ait plus de femmes à l'Assemblée législative, nous devons tenir compte des défis uniques qu'elles doivent surmonter [...] Nous avons l'occasion de faire tomber des obstacles systémiques bien réels auxquels se buttent les parents en modifiant les heures de séance et en offrant des choix en matière de garderie, et d'ainsi rendre Queen's Park plus favorable à la famille¹⁶. »

La participation des femmes au sein des partis politiques suédois

Dans les années 1970, les partis politiques suédois ont volontairement commencé à faciliter la participation des femmes à la politique partisane. Les mouvements féministes au sein des structures des partis ont réussi à convaincre ces derniers de recruter et de former un plus grand nombre de candidates. En 1979, les femmes de tous les partis ont fait front commun pour exiger des partis politiques qu'ils désignent plus de femmes parmi leurs candidats.

Cette collaboration multipartite s'est poursuivie jusque dans les années 1980, où un rapport très important a recommandé aux partis politiques de désigner 50 % de femmes parmi leurs candidats. Ce rapport a permis de sensibiliser les gens à la sous-représentation des femmes en politique et a rallié l'opinion publique afin d'obtenir des changements. Les partis politiques ont répondu l'appel et ont, en général, adopté « le principe du 60/40, où tous les partis doivent compter au moins 40 %, mais pas plus de 60 %, de femmes ou d'hommes ». Cet objectif n'est ni obligatoire, ni inclus dans une loi ou même imposé officiellement aux partis politiques. Ces derniers ont plutôt agi volontairement parce que la population s'attendait à ce qu'ils le fassent, et le fait de présenter des candidates est maintenant perçu comme une nécessité pour gagner les élections.

Drude Dahlerup, politicologue suédoise, explique qu'« en Suède, il serait impensable de former un gouvernement ou de nommer une commission d'enquête avec moins de 40 % de femmes. Il n'est plus démocratiquement légitime d'avoir des assemblées politiques avec une écrasante majorité d'hommes¹⁷. »

Ingrid Iremark, ambassadrice de Suède au Canada, fait remarquer ce qui suit : « En Suède, la présence des femmes en politique est tout à fait normale. En fait, les partis politiques auraient beaucoup de mal à se faire élire s'ils ne présentaient pas autant de candidates que de candidats. »

Campagne de sensibilisation multipartite en Islande

Le parlement d'Islande, l'Althing, a lancé en 1997 une campagne de sensibilisation exceptionnelle à laquelle tous les partis ont participé. Les parlementaires de l'Althing ont oublié la discipline de parti et collaboré afin d'adopter une motion obligeant le gouvernement à former un comité parlementaire responsable d'accroître la représentation des femmes. Le comité était constitué de représentants masculins et féminins de tous les partis, du ministère responsable de l'égalité des sexes et de groupes de femmes. Il a élaboré une campagne de sensibilisation d'une durée de cinq ans, solidement financée et qui comprenait, entre autres, un programme publicitaire humoristique et accrocheur, des cours de formation, de l'éducation, des réseaux de communication, des assemblées

Tableau 1 - Le Défi canadien : suivi des investitures des partis fédéraux

Partis	Candidats choisis 2008	Hommes candidats choisis 2008	Candidates choisies 2008	Candidates choisies 2006 Élections	Candidates élues 2006
NPD	163/308 (52,9 %)	101 (61,9 %)	62 (38 %)	35 %	41 %
Libéral	203/308* (65,9 %)	129 (63,5 %)	74 (36,4 %)	25,6 %	21 %
Bloc Québécois	40/75 (53,3 %)	30 (75 %)	10 (25 %)	30,6 %	33 %
Conservateur	238/308 (77,2 %)	199 (83,6 %)	39 (16,3 %)	12,3 %	11 %

*Données recueillies par les recherchistes d'À voix égales, mises à jour le 25 janvier 2008.

publiques et des programmes de mentorat. Cette campagne a remporté du succès et a réussi à sensibiliser davantage la population à la nécessité d'un gouvernement équilibré sur le plan des sexes. Le taux de représentation des femmes en politique est passé de 25 à 35 % après une année de campagne.

À voix égales : donner des résultats au Canada

La sous-représentation des femmes dans le système politique canadien a été établie à maintes reprises. En effet, deux commissions royales se sont penchées sur cette question (la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, en 1970, et la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, en 1992), sans oublier un nombre suffisant de publications pour remplir le foyer de la Chambre des communes.

Pour pouvoir réellement s'affirmer, il est essentiel que les femmes participent à part égale à la prise de décisions. Lorsqu'il a ratifié le Programme d'action de Beijing de 1995 de l'ONU, le Canada s'est engagé à « prendre des mesures propres à assurer aux femmes l'égalité d'accès et la pleine participation aux structures du pouvoir et à la prise de décisions ». De plus, selon l'ONU, il faut une masse critique d'au moins 30 à 35 % de femmes dans les assemblées législatives pour que les politiques de l'État tiennent compte des priorités des femmes et que des changements s'opèrent sur le plan « du style de gestion, de la dynamique de groupe et de la culture organisationnelle¹⁸ ».

À voix égales passe donc à l'action. Lors de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 2007, À voix égales a lancé le *Défi canadien* aux quatre chefs des partis fédéraux — Stephen Harper, Stéphane Dion, Jack Layton, et Gilles Duceppe —, leur demandant ainsi de présenter plus de candidates à la prochaine élection fédérale. Le 17 avril 2007, les partis politiques ont accepté de relever le *Défi canadien* en prononçant des déclarations à la Chambre des communes. Il s'agit du tout premier engagement multipartite fédéral à élire plus de femmes. Cette initiative fait suite au succès remporté par la campagne du *Défi ontarien*, grâce à laquelle, en 2007, la

proportion de femmes élues à Queen's Park a atteint un sommet historique de 27 %.

À voix égales a le plaisir de signaler que le *Défi canadien* donne des résultats. Des données récentes sur les mises en candidature des partis fédéraux montrent, en effet, que le nombre de femmes désignées candidates a atteint des niveaux records (voir le tableau 1). Depuis 2004, À voix égales suit de près les résultats des élections fédérales par l'entremise de sa chercheuse, Vicky Smallman, et ce, afin de fournir des données aux Canadiens, aux partis politiques et aux médias.

Ces données montrent que, lorsque les femmes briguent les suffrages, elles gagnent. Les partis politiques se doivent de faire preuve de dynamisme dans le recrutement et la formation de candidates. Pour garantir l'égalité des chances, des parlements de partout au monde mettent en œuvre des plans d'action dotés de budgets suffisants, offrent des milieux de travail favorables à la famille, lancent des réformes des lois électorales et des règles de financement des partis, proposent des réformes constitutionnelles, et offrent de la formation et des programmes de mentorat.

Tous les partis doivent prendre des décisions sur les moyens d'accroître la représentation des femmes et déterminer les mécanismes qui leur permettront d'atteindre cet objectif.

Nous tous, hommes comme femmes, devons travailler à réaliser cet objectif. Les efforts déployés par ceux qui nous ont précédés ne sauraient être vains. Les femmes doivent disposer d'une voix égale au Canada si nous souhaitons vraiment vivre dans une démocratie dynamique et prospère.

Notes

1. Inter-parliamentary Union, « Women in Politics: 60 years in Retrospect », 2006, p 16.
2. Jane Arscott et Linda Trimble, *Still Counting*, Broadview, 2003, p. 98.
3. Leanne Delap, « Women Only », *Globe and Mail*, 3 mars 2007.
4. Chinta Puxley, « Finance minister under fire for 'sexist' comments », *Canadian Press*, 21 novembre 2007.

-
5. William Lin et Tony Atherton, « Press Gallery undeterred by PM's snub: Five Tory MPs attend annual dinner », *Ottawa Citizen*, 28 octobre 2007, p. A3.
 6. Joanna Everitt, *Uncovering the Coverage: Gender Biases in Canadian Political Reporting*, communication présentée devant la Fédération canadienne des sciences humaines, 17 novembre 2005, p. 3.
 7. Jennifer L. Lawless et Richard L. Fox, *It Takes a Candidate: Why Women Don't Run for Office*, Cambridge University Press, 2005, p. 98.
 8. Christy Clark, « I've changed my mind — we need quotas to get women into politics », *Vancouver Province*, 11 mars 2007.
 9. Jennifer L. Lawless et Richard L. Fox, *op. cit.*, p. 85 et 46.
 10. Jennifer Ditchburn, « Women in power not a priority for Tories: ex PM Campbell », *Presse canadienne*, 10 janvier 2008.
 11. Jill Vickers, *Reinventing Political Science*, Fernwood, 1997, p. 130.
 12. Joyce Web, *Feminism and Politics: A Comparative Perspective*, University of California Press: 1989, p. 155.
 13. À voix égales, entrevue avec Ingrid Iremark, ambassadrice de Suède au Canada, 4 décembre 2007.
 14. Vickers, p. 139.
 15. Vit Wagner, « Electoral Reform: Chow envisions greater voice for women », *Toronto Star*, 9 septembre 2007.
 16. À voix égales, « Equal Voice Calls for the Speaker to Implement Family Friendly Reforms at Queen's Park », 21 novembre 2007. Communiqué. Internet : http://www.equalvoice.ca/uploads/363_474450a75ea2d.pdf.
 17. Karin Alfredsson, *L'égalité des chances — La Suède ouvre la voie*, Institut suédois, 2005. p. 19.
 18. Organisation des Nations Unies, « Women and decision-making », *Women 2000*. Internet : <http://www.un.org/womenwatch/daw/public/Women2000%20-%20Women%20and%20decision-making.pdf>.
-